

Déclaration FSU CTPD 78

Bilan rentrée scolaire 2nd degré 2010/2011



Un des faits marquants de cette rentrée 2010 dans les collèges et lycées de Yvelines a été l'affectation à temps complet devant élèves, sans formation pédagogique préalable de quelques 300 stagiaires fraîchement reçus aux concours durant l'été. Sommés de se former en plus de leur temps de service et d'apprendre sur le tas un métier difficile et exigeant, ces jeunes collègues expérimentent les conséquences catastrophiques d'une réforme de la formation des maîtres rejetée par toute la communauté éducative, mais qui a servi à masquer la suppression de 5600 emplois à cette rentrée dans le second degré.

Concernant les effectifs, des écarts importants persistent entre les prévisions et le constat de rentrée dans nombre de collèges et lycées de notre département.

Là où les effectifs sont plus élevés que prévus, les moyens complémentaires n'ont pas toujours été donnés à la hauteur des besoins, conduisant à des effectifs de classe qui s'alourdissent.

Concernant certains établissements « attractifs », ils connaissent une stabilisation, voire une légère décreue de leurs effectifs. Est-ce la conséquence de capacités d'accueil ayant atteint leur limites ? ou un choix de l'administration de mettre des gardes fous face aux dérives incontrôlées de l'assouplissement de la carte scolaire ?

Pour autant ses effets désastreux se poursuivent, voire s'accroissent en particulier dans les ZEP. Les collèges et lycées de Mantes la Jolie perdent 324 élèves à cette rentrée : ils s'ajoutent aux 364 élèves perdus lors des rentrées 2007 et 2008, soit un total de 688 élèves en moins sur 3 ans. Les 3 collèges des Mureaux perdent 120 élèves supplémentaires à cette rentrée, au total 287 élèves depuis 2007. L'hémorragie est importante également dans les collèges de Sartrouville à cette rentrée et dans plusieurs établissements de Trappes. Au fil des années, les suppressions de postes d'enseignants se sont accumulés dans ces établissements de plus en plus ghettoïsées. Et ce ne sont ni l'internat d'excellence réservé à une infime minorité, ni le seul horizon du socle commun, ni les expérimentations souvent opaques faisant éclater tout cadre national de type CLAIR qui peuvent endiguer la dégradation des conditions d'études et de travail, et porter l'ambition de faire réussir tous les jeunes, y compris ceux des quartiers les plus défavorisés.

D'une manière générale, sous couvert d'assouplissement de la carte scolaire, d'autonomie renforcée, ou de dispositifs réservés à quelques-uns voir sélectifs, la FSU s'alarme d'une hiérarchisation accrue des établissements contraire aux exigences d'un service public égal pour tous. Celle-ci est facteur d'inégalités et dégrade les conditions d'études dans nombre de collèges et lycées ou la mixité scolaire et sociale recule.

La valse des effectifs entre prévisions et réalité de rentrée dans plus de la moitié des établissements des Yvelines a conduit, pour la 2^e année consécutive, à des ajustements d'un volume très important. 2246 h (sur les 2815 h mises en réserve en janvier) ont été distribuées au fil des mois, correspondant à 125 ETP : autant de mesures de carte scolaire et de postes soustraits au mouvement qui auraient pu être évitées !

Mais cette stratégie s'accompagne aussi d'un déficit de fonctionnement démocratique des EPLE : après le vote de répartitions horaires provisoires, incomplètes, imprécises (Ventilation HP/HSA), voir l'absence de vote... en particulier en lycée du fait de la Réforme, combien d'EPLE mettent en œuvre actuellement une répartition de DHG conforme à une délibération de CA ? De quelle « autonomie de l'établissement » s'agit-il donc là ? celle du chef d'établissement ?

Par ailleurs, nous tenons à condamner les carences en matière de remplacement : la situation s'est encore aggravée et l'avenir ne nous rassure pas. Les premières victimes en sont les élèves, mais aussi les personnels non-titulaires dont certains attendent toujours leur paie d'avril !

Le projet de budget 2011 va venir en discussion très prochainement à l'Assemblée. Le budget de rigueur annoncé, avec la poursuite de la réduction massive de l'emploi public et la programmation de 16 000 suppressions d'emplois supplémentaires dans l'Education nationale, tourne le dos à toute ambition de démocratisation. La FSU portera l'exigence d'une autre politique pour l'Education.